



Plan Local d'Urbanisme

Commune de
**CHARMES
SUR
L'HERBASSE**
(26260)

Prescription : 5 mars 2013

Arrêt : 20 décembre 2016

Approbation 13 février 2018

5a. Annexes (*pièces écrites*)

5a.1- Servitudes d'Utilité Publique

5a.2- Réseau d'Eau Potable

5a.3- Réseau d'Assainissement Eaux Usées

5a.4- Dispositif d'élimination des Déchets

5a.5- Rapport et Règlement Plan de Prévention
des Risques Naturels (PPRN)



10 rue Condorcet - 26100 Romans-sur Isère
Tél : 04 75 72 42 00 - Fax : 04 75 72 48 61
Courriel : contact@beaur.fr - Site : www.beaur.fr

513.136

Fév.
2018

ANNEXE 5a.1.

LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Type	Gestionnaire	Description	Acte	N°	Date	Objet
A4	DDT de la Drôme - SEFEN	Le Valet : Servitude de libre passage sur les berges des cours d'eau non navigables ni flottables	Arrêté préfectoral	5121	02-12-1968	Création
A4	DDT de la Drôme - SEFEN	L'Herbasse : Servitude de libre passage sur les berges des cours d'eau non navigables ni flottables	Arrêté préfectoral	5121	02-12-1968	Création
A4	DDT de la Drôme - SEFEN	La Limone : Servitude de libre passage sur les berges des cours d'eau non navigables ni flottables	Arrêté préfectoral	5121	02-12-1968	Création
AC1	Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine (UDAP)	Château : En totalité le château	Arrêté SGAR	86-319	04-08-1986	Création
AC1	Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine (UDAP)	Maison Poncelet de Malavoy : Escalier de la maison Proclamy ainsi que son enveloppe	Arrêté ministériel	inconnu	12-10-1912	Création
AS1	ARS - Délégation Territoriale Départementale de la Drôme	Protection du champ captant des forages de Cabaret Neuf exploité par le Syndicat Intercommunal des E	Arrêté préfectoral	2013259-0033	16-09-2013	Modification
I3	GRT Gaz Région Rhône Méditerranée	Artère FOS - TERSANNE / doublement TERSANNE - GRANGES LES BEAUMONT	Autre	inconnu	10-06-1988	Création
I3	GRT Gaz Région Rhône Méditerranée	Artère FOS SUR MER - TERSANNE	Autre	inconnu	10-03-1988	Création
PM1	Direction Départementale des Territoires - Service Aménagement, Territoires et Risques	PPR inondation et mouvement de terrain - Clérieux	Arrêté préfectoral	01-3428	01-08-2001	Création
PM1	Direction Départementale des Territoires - Service Aménagement, Territoires et Risques	PPR inondation et mouvement de terrain - Charmes-sur-L'Herbasse	Arrêté préfectoral	01-3429	01-08-2001	Création
PT3	FRANCE TELECOM	câble de télécommunication 437 tr.04	Arrêté préfectoral	2545	10-05-1983	Création
TMD	Gaz de France - Services Drôme-Ardèche	Servitudes pour la maîtrise des risques autour de l'ouvrage de GRTgaz RHONE 2	Arrêté préfectoral	26-2016-11-29-025	29-11-2016	Création
TMD	Gaz de France - Services Drôme-Ardèche	Servitudes pour la maîtrise des risques autour de l'ouvrage de GRTgaz RHONE 1	Arrêté préfectoral	26-2016-11-29-025	29-11-2016	Création
TMD	GRT Gaz Région Rhône Méditerranée	Zones de danger autour de la canalisation GrtGAZ ÉRIDAN de St-Martin-de-Crau à Saint-Avit.	Arrêté Interpréfectoral	2015267-0001	24-09-2015	Création

Liste éditée le 11/05/2017



PRÉFET DE LA DRÔME

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Auvergne-Rhône-Alpes

Unité Interdépartementale 26/07

Valence, le **29 NOV. 2016**

Affaire suivie par : Christophe Bouilloux
Tél. : 04.75.82.46.36
Fax : 04.75.82.46.49
Courriel : christophe.bouilloux@developpement-
durable.gouv.fr

ARRETE PREFECTORAL n° 26-2016-11-29-025

**instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques
autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits
chimiques sur la commune de Charmes-sur-l'Herbasse**

**Le Préfet du département de la Drôme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.555-16, R.555-30 et R.555-31 ;

Vu le code de l'urbanisme notamment ses articles L.101-2, L.132-1, L.132-2, L.151-1 et suivants, L.153-60, L.161-1 et suivants, L.163-10, R.431-16 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R.122-22 et R.123-46 ;

Vu l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;

Vu le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes, en date du 10 octobre 2016 ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Drôme le 24 novembre 2016 ;

Considérant que les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, en service à la date de l'entrée en vigueur des articles R555-1 et suivants du code de l'environnement, doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;

Considérant que selon l'article L555-16 du code de l'environnement, les périmètres à l'intérieur desquels les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation s'appliquent sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Drôme,

ARRETE

Article 1^{er} – Objet

Des servitudes d'utilité publique (SUP) sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les canalisations de transport décrites ci-après, conformément aux distances figurant dans les tableaux ci-dessous et reproduites sur la carte annexée ⁽¹⁾ au présent arrêté.

Seules les distances SUP1 sont reproduites dans la carte annexée au présent arrêté. Les restrictions supplémentaires fixées par l'article 2 pour les projets d'urbanisme dont l'emprise atteint les SUP2 ou SUP3 sont mises en œuvre dans le cadre de l'instruction de l'analyse de compatibilité obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP1.

NOTA : Dans les tableaux ci-dessous :

- PMS : Pression Maximale de Service de la canalisation
- DN : Diamètre Nominal de la canalisation.
- Distances S.U.P : Distances en mètres de part et d'autre de la canalisation définissant les limites des zones concernées par les servitudes d'utilité publique.

En cas d'écart entre les valeurs des distances SUP figurant dans les tableaux ci-dessous et la représentation cartographique des SUP telle qu'annexée au présent arrêté, les valeurs des tableaux font foi, appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

Nom de la commune : Charmes-sur-l'Herbasse

Code INSEE : 26077

Canalisations de transport de gaz naturel exploitées par le transporteur

GRTgaz
Immeuble Bora, 6 rue Raoul Nordling
92277 BOIS COLLOMBES Cedex

• Ouvrages traversant la commune

Nom de la canalisation	PMS (bar)	DN	Longueur dans la commune (en mètres)	Implantation	Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation)		
					SUP1	SUP2	SUP3
RHONE 1	67,7	600	3777	enterré	250	5	5
RHONE 2	80	800	3773	enterré	395	5	5

- Ouvrages ne traversant pas la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière

Néant

- Installations annexes situées sur la commune

Néant

- Installations annexes non situées sur la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière

Néant

Article 2 – Nature des servitudes

Conformément à l'article R.555-30 b) du code de l'environnement, les servitudes sont les suivantes, en fonction des zones d'effets :

Servitude SUP1, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R 555-31 du code de l'environnement.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé.

Servitude SUP2, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Servitude SUP3, correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Article 3 – Information du transporteur

Conformément à l'article R.555-46 du code de l'environnement, le maire informe le transporteur de tout permis de construire ou certificat d'urbanisme (d'information ou opérationnel) délivré dans l'une des zones définies à l'article 2.

Article 4 – Annexion au plan d'urbanisme

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées aux plans locaux d'urbanisme et aux cartes communales des communes concernées conformément aux articles L.151-43, L.153-60, L.161-1 et L.163-10 du code de l'urbanisme.

Article 5 – Notification et publicité

En application du R.555-53 du code de l'environnement, le présent arrêté sera

- publié au recueil des actes administratifs
- publié sur le site internet de la préfecture de la Drôme
- adressé au maire de la commune de Charmes-sur-l'Herbasse.

Article 6 – Délais et voies de recours

Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble (2, place de Verdun – BP 1135 – 38002 Grenoble cedex 1) dans un délai de deux mois à compter de sa publication au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Drôme.


Article 7 – Exécution et copie

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou le maire de la commune de Charmes-sur-l'Herbasse, le directeur départemental des territoires de la Drôme, la directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée, ainsi qu'au directeur de GRTgaz.

Valence, le 29 NOV. 2016

Le préfet,

Pour le Préfet, par délégation
Le Secrétaire Général

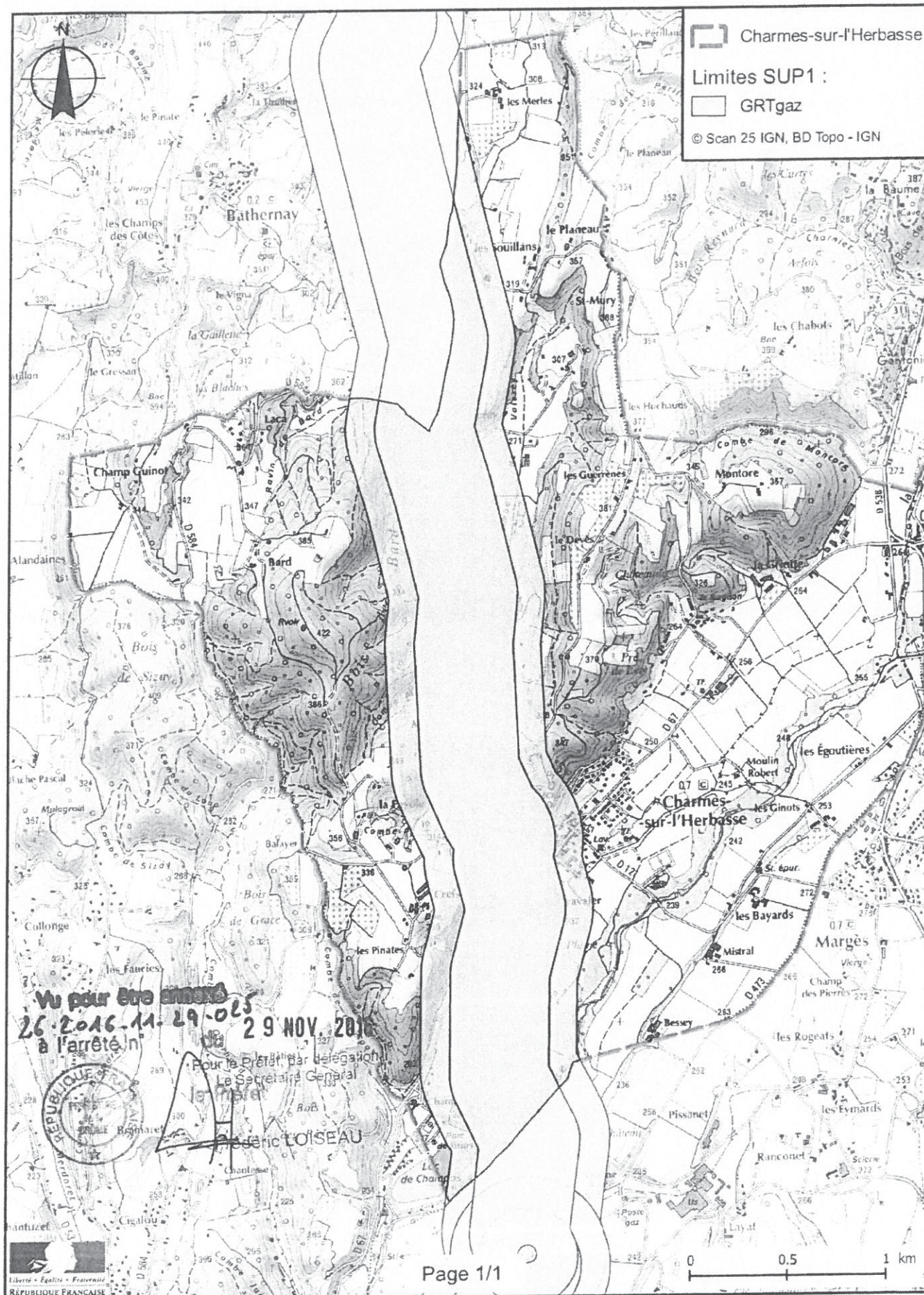


Frédéric LOISEAU

(1) La carte annexée au présent arrêté peut être consultée dans les services de :

- la préfecture de la Drôme
- la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes
- l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la mairie concernée

Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



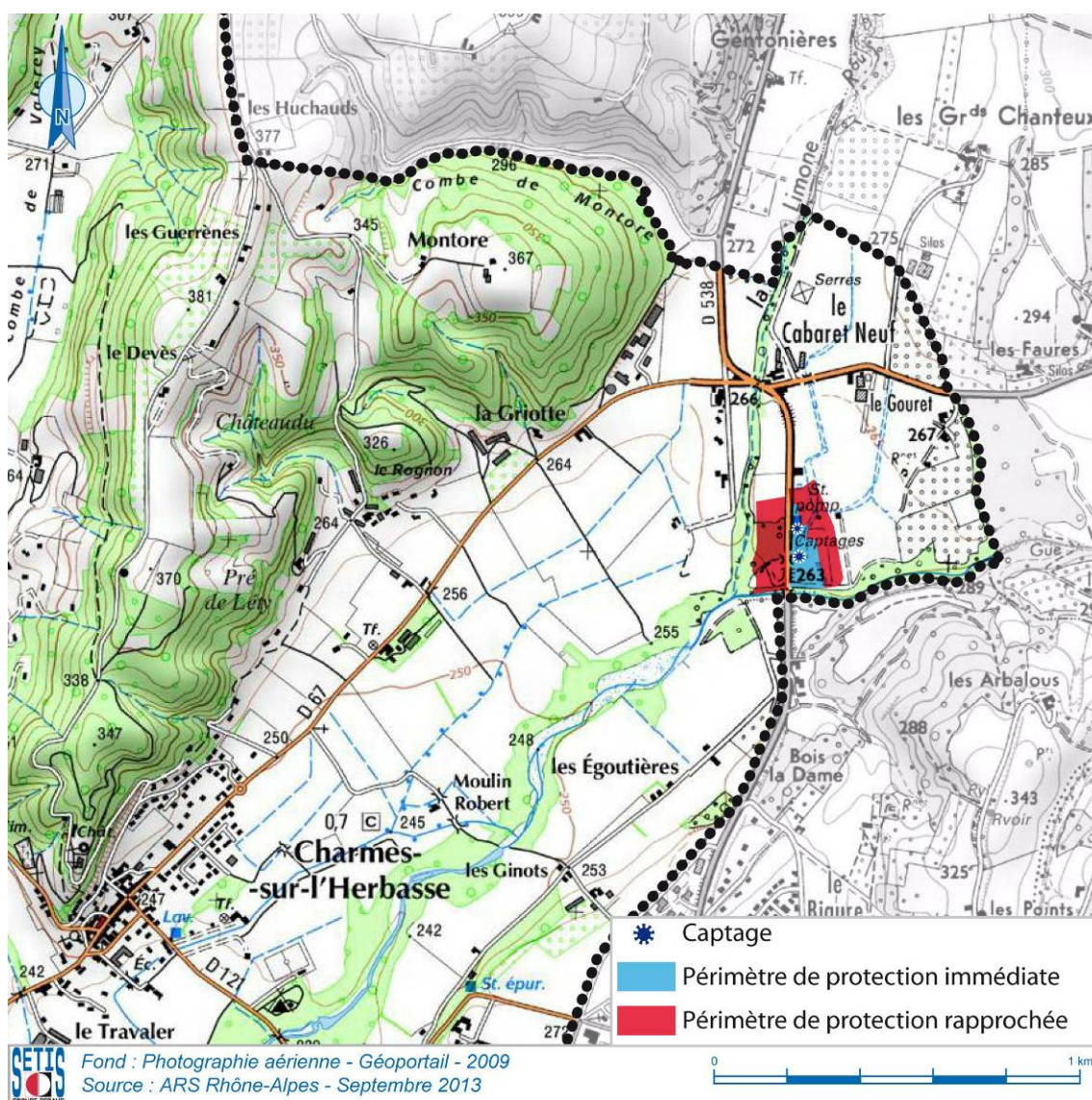


ANNEXE 5a.2. ELEMENTS RELATIFS AU RESEAU D'EAU POTABLE

L'alimentation en eau potable de la commune de Charmes sur l'Herbasse est gérée en régie par le Syndicat Intercommunal des eaux de l'Herbasse (SIEH). Ce dernier comporte 17 communes pour environ 13 000 habitants.

Le réseau du SIEH d'une longueur de 750 km, est alimenté par quatre forages profonds :

- Deux situés au Cabaret-Neuf, sur la commune de Charmes sur l'Herbasse (557 054 m³ produits en 2012). Ces forages, qui ont fait l'objet d'un arrêté de déclaration d'utilité publique (DUP) en date du 16/09/2013, disposent d'une autorisation de prélèvement maximal de 3 200 m³/j au total.
- Deux situés respectivement aux Aygalas et aux Guilhomonts, sur la commune de Chatillon-Saint-Jean. Ces forages ont fait l'objet de DUP respectivement en date du 03/07/1998 et du 14/06/1988.



Le rendement du réseau était de 79.37 % en 2012. Les consommations d'eau potable s'élevant à 737 104 m³. Soit une consommation moyenne par abonné de 125 m³/an.

Le taux moyen de renouvellement du réseau d'AEP du SIEH était estimé à 0.54% en 2012.

Sur les 28 analyses effectuées sur l'eau distribuée par le SIEH en 2012, une seule était non conforme et a nécessité une chloration, et une contre analyse a confirmée l'excellente qualité de l'eau distribuée. Celle-ci ne nécessite pas de traitement avant distribution.

La commune de Charmes sur l'Herbasse est alimentée par les forages du Cabaret-Neuf, les 908 (chiffre 2010) habitants de la commune ont consommés 47 745 m³ d'eau potable en 2012.

Ces forages ont produits 557 054 m³ au cours de l'année, soit en moyenne 1 526 m³/j. Leur capacité maximale étant fixée par arrêté préfectoral à 3 200 m³/j, ils disposent d'une capacité résiduelle de 40% environ.

La ressource en eau est suffisante pour satisfaire les besoins actuels de la commune.

ANNEXE 5a.3. ELEMENTS RELATIFS AU RESEAUX D'ASSAINISSEMENT EAUX USEES

La commune de Charmes sur l'Herbasse gère en régie le réseau d'assainissement et la station d'épuration intercommunale de Champos.

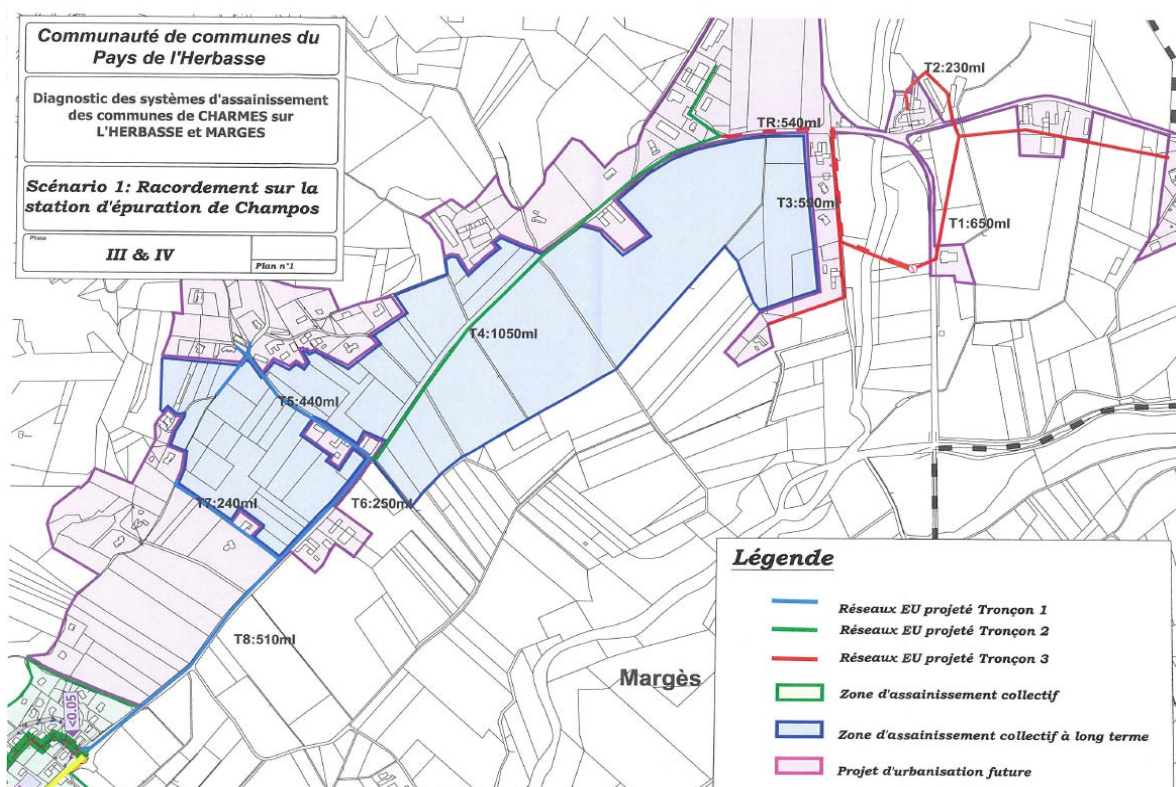
Le réseau

Le réseau communal, de type séparatif collecte principalement les eaux usées du Bourg, soit environ 625 habitants en basse saison (2015), et 825 en haute saison.

Le réseau est globalement en bon état et d'une capacité suffisante. Toutefois, cette dernière est limitée localement par des dépôts, ne pouvant être curé pour cause de non-accessibilité sur une partie du réseau de transfert entre Charmes et Champos, ainsi que par deux points plus étroits.

Le diagnostic du système d'assainissement réalisé en 2011 (rapport Egis Eau HSE 04661 F) a mis en évidence l'entrée d'eaux claires parasites, notamment sur le réseau de transfert Charmes/Champos, entraînant un fonctionnement dégradé en cas de forte pluie. Des travaux correctifs ont depuis été réalisés sur ce point.

Une extension du réseau est en cours de réalisation au nord de Charmes, pour le secteur du Cabaret Neuf, elle sera effective en septembre 2016.



Plan d'extension du réseau d'eaux usées de Charmes sur l'Herbasse

Source : Rapport HSE 04661 F - juin 2011 - Egis eau - Diagnostic du système d'assainissement de Charmes sur l'Herbasse et Margès

La station d'épuration

Construite en 1974 pour traiter les eaux usées de Charmes et du domaine de Champos, cette station a fait l'objet de travaux en 2003 afin d'accueillir les eaux usées de Margès et porter sa capacité à 1 600 Équivalent Habitant (EH). Selon le diagnostic de 2011 la capacité effective de la station serait de 1 150 EH.

La saison touristique amène une augmentation significative de la population sur les communes de Charmes et Margès, et surtout sur le domaine du lac de Champos. Les débits entrants en 2011-2012 étaient ainsi de 1040 EH en basse saison et de 1533 EH en haute saison.

Jusqu'à récemment les capacités de traitement de la station étaient dépassées au cours de la saison touristique et en période de temps de pluie.

Des travaux d'agrandissement de la station ont été réalisés en 2016 pour porter la capacité de traitement à 2500 EH. Au regard des volumes collectés la station est donc actuellement largement dimensionnée.

Assainissement non collectif

La gestion de l'assainissement non collectif (ANC) à Charmes-sur-l'Herbasse est une compétence déléguée à la Communauté de Communes du Pays de l'Herbasse (CCPH), qui dispose d'un Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) depuis fin 2005.

Sur Charmes-sur-l'Herbasse, l'ANC concerne 183 installations, ayant fait l'objet d'un diagnostic par le SPNC du CCPH : 83 ont un avis favorable, 65 un avis réservé et 15 un avis défavorable.

Un projet est en cours pour raccorder 20 logements à l'assainissement collectif, entre le Cabaret Neuf et le réseau eaux usées de Charmes.

Eaux pluviales

La gestion des eaux pluviales à Charmes-sur-l'Herbasse est une compétence communale. Peu d'informations sont disponibles sur le réseau d'eaux pluviales. Il n'y a pas de schéma d'assainissement pluvial en cours.

Cependant, d'après les données dont dispose la mairie, seul un terrain dans le bourg, appartenant à un particulier (parcelle cadastrale de la zone OC n°0924), a subi une inondation, lors d'un fort épisode orageux.

ANNEXE 5a.4.

ELEMENTS RELATIFS AU SYSTEME D'ELIMINATION DES DECHETS

La Communauté de Communes du Pays de l'Herbasse a transmis la compétence « Traitement des déchets » au SYTRAD.

- **Collecte et traitement des ordures ménagères**

Les Ordures Ménagères sont collectées en bacs roulants individuels ou collectifs selon les quartiers. Les ordures sont collectées une fois par semaine. La mise en place de conteneurs semi-enterrés est en cours.

- **Tri sélectif et déchetteries**

Des points d'apports volontaires sont mis à disposition sur la commune.

Ces points d'apport permettent de collecter les emballages légers, le verres, les papiers et journaux.

La déchetterie de Saint-Donat, est ouverte au public de la CAPH. Elle est ouverte le mercredi, vendredi et samedi l'après-midi.

<p style="text-align: center;">ANNEXE 5a.5. PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS (PPRN)</p>
--

PREFECTURE DE LA DRÔME

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE
L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DE L'EQUIPEMENT

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES

VALLEE DE L'HERBASSE

CHARMES SUR L'HERBASSE, CLERIEUX, ST DONAT SUR HERBASSE

LIVRET DES REGLEMENTS



SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES RISQUES MAJEURS

6, rue de Chamechaude

38360 SASSENAGE

Tél : 04.76.53.19.40 - Fax : 04.76.53.25.39

E-mail : sfrm@wanadoo.fr

SOMMAIRE

LE REGLEMENT DU P.P.R.

1 - DISPOSITIONS GENERALES

1 - 1 - OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

1 - 2 - DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES DE RISQUES

2 - MESURES DE PREVENTION PARTICULIERES APPLICABLES AUX ZONES DE RISQUES

REMARQUES IMPORTANTES

3 - CATALOGUE DES REGLEMENTS-TYPES

- **ZONES à RISQUE FORT**
- **ZONES à RISQUE MOYEN**

LE REGLEMENT DU P.P.R.

1 - DISPOSITIONS GENERALES

1 - 1 - OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

Le présent règlement s'applique à la partie du territoire communal des communes de **CHARMES, CLERIEUX, SAINT DONAT** incluse dans le périmètre d'étude de la carte réglementaire sur le fond IGN 1/10 000e.

Ce règlement détermine les mesures de prévention particulières à mettre en oeuvre contre les risques naturels prévisibles, conformément aux dispositions de l'art. 40.1 et suivants de la loi du 22 juillet 1987 relative à la prévention des risques majeurs.

Les risques naturels prévisibles pris en compte au titre du présent P.P.R. sont :

- les mouvements de terrain ;
- les débordements de l'Herbasse et du Chaion
- les débordements des ruisseaux.

Il est à remarquer que l'objectif prioritaire du P.P.R. reste le contrôle des projets nouveaux, car l'adaptation des biens existant aux risques reste délicate à envisager.

1 - 2 - DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES DE RISQUES

Les territoires des communes de la vallée de l'Herbasse couverts par le P.P.R. sont répartis en trois types de zones :

- Les zones réputées dépourvues de risques prévisibles ou pour lesquelles le degré de risque éventuel est considéré comme négligeable ou très faible.
- Les zones à risques intermédiaires d'activité prévisible plus modérée qu'en zone rouge et/ou de probabilité d'occurrence plus faible. Le risque y est considéré comme acceptable sous réserve de l'application de mesures de protection spécifiques, individuelles ou collectives, décrites dans le règlement et justifiables au regard des enjeux socio-économiques existants.
- Les zones réputées à risques élevés tant en raison de l'intensité prévisible des risques qu'en leur forte probabilité d'occurrence. Il n'existe par ailleurs pas de système de protection efficace acceptable au regard des enjeux socio-économiques existants.

S. F. R. M.

- La **délimitation** entre zones à risques et zones hors risques résulte de la prise en compte de critères purement techniques et historiques.
La délimitation à l'intérieur d'une même zone de risque, entre zones à fort risque et zones à risque moyen, résulte de la prise en compte conjointe :
 - de critères techniques et historiques (intensité - occurrence du risque) ;
 - de critères d'opportunité économique : bilan coût - avantage des protections à mettre en oeuvre, eu égard aux intérêts socio-économiques à protéger.

2 - MESURES DE PREVENTION PARTICULIERES APPLICABLES AUX ZONES DE RISQUES

REMARQUES IMPORTANTES

Tout règlement comporte l'ensemble des prescriptions applicables au niveau architectural, éventuellement urbanistique, pour chacune des zones à risque. Les prescriptions sont en principe opposables et doivent figurer dans le corps de l'autorisation administrative d'occupation du sol.

Les règlements comportent également des recommandations qui, contrairement aux prescriptions, ne sont pas opposables mais, comme leur nom l'indique, fortement conseillées.

3 - CATALOGUE DES REGLEMENTS-TYPES

- | | | | |
|---------|--------------|---|--------------------|
| • ZONES | RISQUE FORT | : | REGLEMENTS (X à Z) |
| • ZONES | RISQUE MOYEN | : | REGLEMENTS (A à G) |

ZONES à RISQUE FORT

- **Définition :**

Les zones de teintes rouges, en l'état des moyens d'appréciation mis en oeuvre, sont réputées à risques forts (l'aléa peut être fort, moyen ou faible). Pour ce type de zones, il n'existe pas, à la date de l'établissement du présent P.P.R., de mesure de protection efficace et économiquement acceptable, permettant d'autoriser l'implantation de constructions ou ouvrages, autres que ceux désignés ci-après. Ces zones sont constituées par les chenaux d'écoulement préférentiel des ruisseaux, des rivières et des fleuves recouverts par des hauteurs d'eau importantes.

- **Occupation et utilisation du sol interdites :** Toutes sauf celles mentionnées.

Toutefois, les implantations de nouveaux campings-caravanings situées dans des zones à risques forts sont interdites.

- **Mesures de prévention applicables :**

Pour chacune des zones inscrites au P.P.R., les mesures ou prescriptions applicables sont énumérées et décrites par règlement-type dans le catalogue ci-après.

En ce qui concerne le bâti existant, l'aménagement et l'extension sont possibles, tant qu'ils n'augmentent pas le risque en amont et en aval. Des travaux de protection, des prescriptions et des recommandations peuvent être demandés, en fonction de l'importance du risque, sachant que le phénomène de référence est l'aléa centennal.

REGLEMENT (X)		1/1
• TYPE DE ZONE : ZONE DE MOUVEMENT DE TERRAIN		
• DEFINITION : Dans ces zones, il n'existe pas, à la date de l'établissement du présent P.P.R., de mesures de protection efficaces et économiquement acceptables, pouvant permettre l'implantation de constructions ou ouvrages, autres que ceux désignés ci-après.		
MESURES DE PREVENTION APPLICABLES		PRESCRIPTION (P) RECOMMANDATION (R)
1 - OCCUPATION ET UTILISATION DU SOL INTERDITES : Toute occupation et utilisation du sol, de quelque nature qu'elle soit, est interdite, à l'exception de celles visées à l'article ci-après.		P
2 - OCCUPATION ET UTILISATION DU SOL AUTORISEES : Les occupations et utilisations du sol suivantes sont, par dérogation à la règle commune, autorisées sous réserve qu'elles n'aggravent pas les risques ou n'en provoquent pas de nouveaux : <ul style="list-style-type: none"> • les travaux d'entretien et de gestion courants des constructions ou installations implantées antérieurement à la publication du plan, notamment les traitements de façades, la réfection des toitures ; • sous réserve qu'ils ne soient pas destinés à l'occupation humaine : <ul style="list-style-type: none"> - les abris légers annexes des bâtiments d'habitation ; - les constructions, installations et aménagements directement liés à l'exploitation agricole ou forestière ; • les travaux d'infrastructure nécessaires au fonctionnement des services publics sous réserve qu'ils n'offrent qu'une vulnérabilité restreinte et que les conditions d'implantation fassent l'objet d'une étude préalable ; • tous travaux et aménagements de nature à réduire les risques ; • les utilisations agricoles traditionnelles : parcs, prairies de fauche, cultures dans la mesure où les parcelles concernées sont déjà exploitées ou l'ont été dans les vingt ans. 		P
Tout nouvel aménagement ou ouvrage décrit ci-dessus nécessite une étude ou un avis géotechnique délivré par un bureau d'étude spécialisé.		P

6

REGLEMENT (Y)		2/2
• TYPE DE ZONE : ZONE INONDATION DE PLAINE <div style="text-align: right;">ZONE DE RISQUE FORT</div>		
MESURES DE PREVENTION APPLICABLES		PRESCRIPTION (P) RECOMMANDATION (R)
3 - CAMPING - CARAVANING Toute forme de camping-caravaning est interdite.		
4 - ENTRETIEN DES COURS D'EAU Les lits des cours d'eau qui sont, dans la vallée de l'Herbasse, essentiellement des ravins, ruisseaux et rivières appartiennent jusqu'à la ligne médiane, aux propriétaires riverains en application de l'article 98 du Code Rural. L'article 114 du même Code Rural précise les devoirs des riverains-propriétaires en matière d'entretien des cours d'eau "le propriétaire riverain est tenu à un curage régulier pour rétablir le cours d'eau dans sa largeur et sa profondeur naturelles, à l'entretien de la rive par élagage et recépage de la végétation arborée et à l'enlèvement des embâcles et débris, flottants ou non, afin de maintenir l'écoulement naturel des eaux, d'assurer la bonne tenue des berges et de préserver la faune et la flore dans le respect du bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques". A noter que ces dispositions ne concernent que les travaux d'entretien courants ayant pour objet le maintien du torrent dans son état antérieur à l'exclusion de tous aménagements entraînant des modifications de l'écoulement des eaux (approfondissement du lit, remblaiement, prise d'eau, ...) : ce type d'aménagement doit faire l'objet d'une autorisation administrative au titre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et de ses décrets d'application.		
5 - TRAVAUX DE PROTECTION Les travaux énoncés dans les études préalables au Contrat de Milieu facilitant l'écoulement des eaux de crues, et permettant la protection des zones d'habitat diffus au lieu-dit "Les Foulons" sur la commune de Clérieux devront être réalisés dans un délai de 5 ans, comme le stipule l'article 16 de la loi n°95-101 du 2/02/1995, à moins qu'une autre solution aussi efficace (type bassin écrêteur) ait été mise en place dans le même délai..		

8

REGLEMENT (Z)		2/2
• TYPE DE ZONE : ZONE D'EXPANSION DE CRUES		ZONE DE RISQUE FORT
MESURES DE PREVENTION APPLICABLES		PRESCRIPTION (P) RECOMMANDATION (R)
<p>3 - CAMPING - CARAVANING DE CHARMES SUR L'HERBASSE</p> <p>Des travaux de protection locale du camping doivent être mis en œuvre rapidement (délai de 5 années comme le stipule l'article 16 de la loi n°95-101 du 2 février 1995) et être conformes à la solution de l'étude préalable au contrat de milieu.</p> <p>Un plan d'alerte et d'évacuation sera réalisé et signalé au public en application de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - décret n°94-614 du 13/07/1994 concernant les prescriptions permettant d'assurer la sécurité des occupants des terrains de camping et de stationnement des caravanes soumis à un risque naturel ou technologique prévisible, - arrêté du 6/02/1995 concernant le modèle du cahier de prescriptions de sécurité destiné aux gestionnaires de terrains de camping et de stationnement de caravanes soumis à un risque naturel prévisible, - circulaire n°95-14 du 6/02/1995 concernant les mesures préventives de sécurité dans les campings soumis à un risque naturel ou technologique prévisible. <p>Tout autre création ou extension de camping-caravaning est interdite.</p>		
<p>4 - ENTRETIEN DES COURS D'EAU</p> <p>Les lits des cours d'eau qui sont, dans la vallée de l'Herbasse, essentiellement des ravins, ruisseaux et rivières appartiennent jusqu'à la ligne médiane, aux propriétaires riverains en application de l'article 98 du Code Rural.</p> <p>L'article 114 du même Code Rural précise les devoirs des riverains-propriétaires en matière d'entretien des cours d'eau "le propriétaire riverain est tenu à un curage régulier pour rétablir le cours d'eau dans sa largeur et sa profondeur naturelles, à l'entretien de la rive par élagage et recépage de la végétation arborée et à l'enlèvement des embâcles et débris, flottants ou non, afin de maintenir l'écoulement naturel des eaux, d'assurer la bonne tenue des berges et de préserver la faune et la flore dans le respect du bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques".</p> <p>A noter que ces dispositions ne concernent que les travaux d'entretien courants ayant pour objet le maintien du torrent dans son état antérieur à l'exclusion de tous aménagements entraînant des modifications de l'écoulement des eaux (approfondissement du lit, remblaiement, prise d'eau, ...) : ce type d'aménagement doit faire l'objet d'une autorisation administrative au titre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et de ses décrets d'application.</p>		

ZONES à RISQUE MOYEN

- **Définition :**

Les zones de teintes bleues, en l'état des moyens d'appréciation mis en oeuvre, sont réputées à risques moyens (l'aléa peut être moyen ou faible), et admissibles, moyennant l'application, au niveau de la constructibilité ou de toute autre implantation, de mesures de prévention économiquement acceptables eu égard aux intérêts à protéger. Ces mesures sont inscrites dans le corps des autorisations administratives en tant que prescriptions opposables, ou simples recommandations.

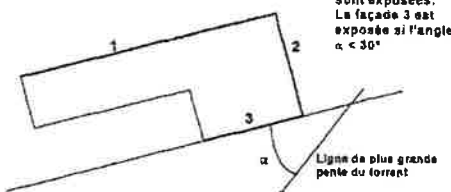
- **Occupation et utilisation du sol interdites :** Aucune.

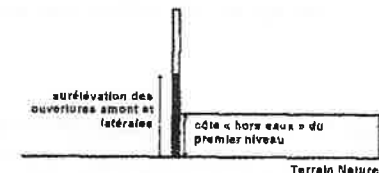
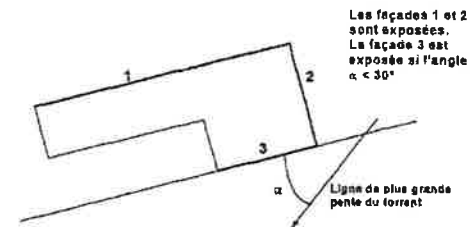
Toutefois, les implantations de campings-caravanings situés dans des zones à risques moyens devront être examinées, au cas par cas, pour les installations existantes ou à l'occasion des demandes d'autorisation d'ouverture.

- **Mesures de prévention applicables :**

Pour chacune des zones inscrites au P.P.R., les mesures ou prescriptions applicables sont énumérées et décrites par règlement-type dans le catalogue ci-après.

En ce qui concerne le bâti existant, l'aménagement et l'extension est possible, tant qu'ils n'augmentent pas le risque en amont et en aval. Des travaux de protection, des prescriptions et des recommandations peuvent être demandés, en fonction de l'importance du risque, sachant que le phénomène de référence est l'aléa centennal.

REGLEMENT (A)		1/2
<div>• TYPE DE ZONE : ZONE D'INONDATION ET DE DEBORDEMENTS</div> <div>ZONE DE RISQUE MOYEN</div> <div>• DEFINITION : Le centre ville de St Donat est dans une zone affectée par un risque d'inondation où la vitesse de l'eau est comprise entre 0,5 m/s et 1 m/s et/ou la hauteur est comprise entre 0,5 et 1 m. Les terrains sont susceptibles d'être recouverts par les eaux en crue de l'Herbasse ou du Mardaret. Le courant des cours d'eau peut entraîner le dépôt de matériaux de tailles très hétérogènes.</div>		
MESURES DE PREVENTION APPLICABLES		PRESCRIPTION (P) RECOMMANDATION (R)
<div>1 - CONTRAINTE A PRENDRE EN COMPTE</div> <div>La construction de nouveaux bâtiments est interdite à l'exception :</div> <div><div><div>- de l'aménagement et du confortement des bâtiments existants sans modification de volume,</div><div>- d'annexes aux bâtiments existants, non destinées à l'hébergement,</div><div>- des ouvrages publics (voiries, réseaux, ...) et ouvrages destinés à diminuer les risques.</div></div><div><div>Les constructions citées ci-dessus ne doivent être effectuées qu'après une étude d'impact hydraulique réalisée par un bureau d'études spécialisé, afin d'intégrer au mieux les nouveaux aménagements dans le contexte géologique et notamment d'éviter toute conséquence défavorable sur les bâtiments environnants.</div><div>L'inconstructibilité pourra être levée dans les conditions définies au paragraphe 7. La construction de nouveaux bâtiments devra alors se conformer aux conditions ci-dessous.</div></div></div> <div><div></div><div>Les façades 1 et 2 sont exposées. La façade 3 est exposée si l'angle $\alpha < 30^\circ$</div><div>Ligne de plus grande pente du torrent</div></div>		<div>P</div> <div>P</div>
<div>2 - COTE DE REFERENCE</div> <div>Les ouvertures amont et latérales des bâtiments seront surélevées d'une hauteur minimum de 1,5 mètre par rapport au Terrain Naturel. Le premier niveau devra se situer "hors eaux" c'est à dire à 1,0 m au dessus du Terrain Naturel.</div> <div>Aucun plancher utilisable (habitations, annexes) n'est admis sous la côte de référence.</div> <div>Les façades exposées des futurs bâtiments seront renforcés sur une hauteur de 1,5 m.</div> <div>Le plancher du Rez-de-Chaussée sera réalisé sur un vide sanitaire étanche. Les caves et sous-sol sont à proscrire.</div>		<div>P</div> <div>P</div> <div>P</div> <div>P</div>
<div>3 - MARGE DE REcul</div> <div>Les futurs bâtiments seront implantés à une distance minimum de 10 m de la berge, exception faite des ouvrages destinés à améliorer le niveau de sécurité, sous réserve que ces derniers permettent le passage d'engins.</div> <div>La largeur de la marge de recul pourra être ramenée à 5 mètres si les digues sont édifiées selon les règles de l'art à la hauteur de la côte de référence ou si les digues sont incorporées aux soubassements du bâtiment.</div>		<div>P</div>



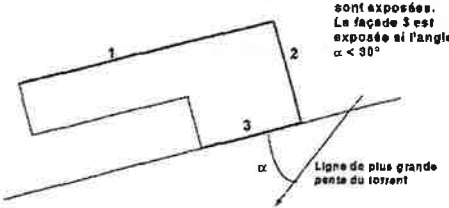
REGLEMENT (A)		2/2
• TYPE DE ZONE :		ZONE D'INONDATION ET DE DEBORDEMENTS ZONE DE RISQUE MOYEN
MESURES DE PREVENTION APPLICABLES		PRESCRIPTION (P) RECOMMANDATION (R)
4 - NIVEAUX - ACCES - DIVERS Les constructions futures seront renforcées par chaînage. Il faudra donner à certaines baies situées au dessus du plan d'eau centennal des dimensions permettant l'évacuation des personnes Les citernes de fioul ou de gaz seront équipées d'un dispositif de lestage ou d'ancrage.		P P P
5 - CAMPINGS - CARAVANING Toute forme de camping-caravaning est soumise à étude préalable. Un plan d'alerte et d'évacuation pour les campings autorisés sera réalisé et signalé au public en application de : <ul style="list-style-type: none"> - décret n°94-614 du 13/07/1994 concernant les prescriptions permettant d'assurer la sécurité des occupants des terrains de camping et de stationnement des caravanes soumis à un risque naturel ou technologique prévisible, - arrêté du 6/02/1995 concernant le modèle du cahier de prescriptions de sécurité destiné aux gestionnaires de terrains de camping et de stationnement de caravanes soumis à un risque naturel prévisible, - circulaire n°95-14 du 6/02/1995 concernant les mesures préventives de sécurité dans les campings soumis à un risque naturel ou technologique prévisible. 		P P
6 - ENTRETIEN DES COURS D'EAU Les lits des cours d'eau qui sont, dans la vallée de l'Herbasse, essentiellement des ravins, ruisseaux et rivières, appartiennent jusqu'à la ligne médiane aux propriétaires riverains en application de l'article 98 du Code Rural. L'article 114 du même Code Rural précise les devoirs des riverains-propriétaires en matière d'entretien des cours d'eau "le propriétaire riverain est tenu à un curage régulier pour rétablir le cours d'eau dans sa largeur et sa profondeur naturelles, à l'entretien de la rive par élagage et recépage de la végétation arborée et à l'enlèvement des embâcles et débris, flottants ou non, afin de maintenir l'écoulement naturel des eaux, d'assurer la bonne tenue des berges et de préserver la faune et la flore dans le respect du bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques". A noter que ces dispositions ne concernent que les travaux d'entretien courants ayant pour objet le maintien du torrent dans son état antérieur à l'exclusion de tous aménagements entraînant des modifications de l'écoulement des eaux (approfondissement du lit, remblaiement, prise d'eau, ...) : ce type d'aménagement doit faire l'objet d'une autorisation administrative au titre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et de ses décrets d'application.		
7 - ETUDES ET PROTECTIONS Toute (ou une partie de) la zone est susceptible de devenir constructible après les travaux énoncés dans les études préalables au Contrat de Milieu. Deux options chiffrées ont été énoncées et devront être réalisées dans un délai de 5 ans, comme le stipule l'article 16 de la loi n°95-101 du 2/02/1995 : <ul style="list-style-type: none"> - Augmentation de la capacité d'écoulement du Merdaret dans le centre de St Donat et entretien annuel ou bisannuel du chenal, - Laminages des crues du Merdaret par stockage des volumes en amont de St Donat. 		

REGLEMENT (B)

1/2

• **TYPE DE ZONE :** **ZONE D'INONDATION ET DE DEBORDEMENTS**
ZONE DE RISQUE MOYEN

- **DEFINITION :** Les habitations de Clérieux sont dans une zone affectée par un risque d'inondation où la vitesse de l'eau est comprise entre 0,5 m/s et 1 m/s et/ou la hauteur est comprise entre 0,5 et 1 m. Les terrains sont susceptibles d'être recouverts par les eaux en crue de l'Herbasse. Le courant du cours d'eau peut entraîner le dépôt de matériaux de tailles très hétérogènes.

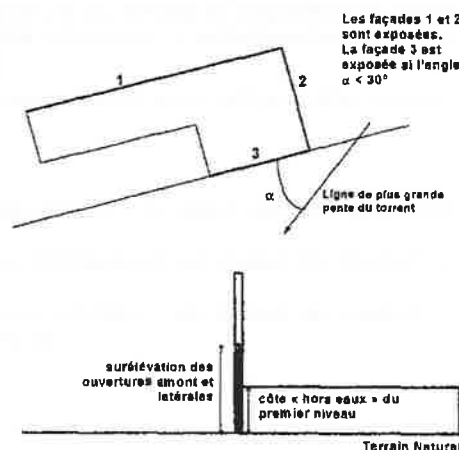
MESURES DE PREVENTION APPLICABLES	PRESCRIPTION (P) RECOMMANDATION (R)
<p>1 - CONTRAINTE A PRENDRE EN COMPTE</p> <p>La construction de nouveaux bâtiments est interdite à l'exception :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de l'aménagement et du confortement des bâtiments existants sans modification de volume, - d'annexes aux bâtiments existants, non destinées à l'hébergement, - des ouvrages publics (voiries, réseaux, ...) et ouvrages destinés à diminuer les risques. <p>Les constructions citées ci-dessus ne doivent être effectuées qu'après une étude géotechnique réalisée par un bureau d'études spécialisé, afin d'intégrer au mieux les nouveaux aménagements dans le contexte géologique et notamment d'éviter toute conséquence défavorable sur les bâtiments environnants.</p> <p>L'inconstructibilité pourra être levée dans les conditions définies au paragraphe 7. La construction de nouveaux bâtiments devra alors se conformer aux conditions ci-dessous.</p> <p>2 - COTE DE REFERENCE</p> <p>Les ouvertures amont et latérales des bâtiments seront surélevées d'une hauteur minimum de 1,5 mètre par rapport au Terrain Naturel. Le premier niveau devra se situer "hors eaux" c'est à dire à 1, 0 m au dessus du Terrain Naturel.</p> <p>Aucun plancher utilisable (habitations, annexes) n'est admis sous la côte de référence.</p> <p>Les façades exposées des futurs bâtiments seront renforcés sur une hauteur de 1,5 m.</p> <p>Le plancher du Rez-de-Chaussée sera réalisé sur un vide sanitaire étanche. Les caves et sous-sol sont à proscrire.</p> <p>3 - MARGE DE REcul</p> <p>Les futurs bâtiments seront implantés à une distance minimum de 10 m de la berge, exception faite des ouvrages destinés à améliorer le niveau de sécurité, sous réserve que ces derniers permettent le passage d'engins.</p> <p>La largeur de la marge de recul pourra être ramenée à 5 mètres si les digues sont édifiées selon les règles de l'art à la hauteur de la côte de référence ou si les digues sont incorporées aux soubassements du bâtiment.</p>	<p>Les façades 1 et 2 sont exposées. La façade 3 est exposée si l'angle $\alpha < 90^\circ$</p>  <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p>

REGLEMENT (B)		2/2
• TYPE DE ZONE :		ZONE D'INONDATION ET DE DEBORDEMENTS ZONE DE RISQUE MOYEN
MESURES DE PREVENTION APPLICABLES		PRESCRIPTION (P) RECOMMANDATION (R)
4 - NIVEAUX - ACCES - DIVERS Les constructions futures seront renforcées par chaînage. Il faudra donner à certaines baies situées au dessus du plan d'eau centennal des dimensions permettant l'évacuation des personnes Les citernes de fioul ou de gaz seront équipées d'un dispositif de lestage ou d'ancrage.		P P P
5 - CAMPINGS - CARAVANING Toute forme de camping-caravaning est soumise à étude préalable. Un plan d'alerte et d'évacuation pour les campings autorisés sera réalisé et signalé au public en application de : <ul style="list-style-type: none"> - décret n°94-614 du 13/07/1994 concernant les prescriptions permettant d'assurer la sécurité des occupants des terrains de camping et de stationnement des caravanes soumis à un risque naturel ou technologique prévisible, - arrêté du 6/02/1995 concernant le modèle du cahier de prescriptions de sécurité destiné aux gestionnaires de terrains de camping et de stationnement de caravanes soumis à un risque naturel prévisible, - circulaire n°95-14 du 6/02/1995 concernant les mesures préventives de sécurité dans les campings soumis à un risque naturel ou technologique prévisible. 		P P
6 - ENTRETIEN DES COURS D'EAU Les lits des cours d'eau qui sont, dans la vallée de l'Herbasse, essentiellement des ravins, ruisseaux et rivières, appartiennent jusqu'à la ligne médiane aux propriétaires riverains en application de l'article 98 du Code Rural. L'article 114 du même Code Rural précise les devoirs des riverains-propriétaires en matière d'entretien des cours d'eau "le propriétaire riverain est tenu à un curage régulier pour rétablir le cours d'eau dans sa largeur et sa profondeur naturelles, à l'entretien de la rive par élagage et recépage de la végétation arborée et à l'enlèvement des embâcles et débris, flottants ou non, afin de maintenir l'écoulement naturel des eaux, d'assurer la bonne tenue des berges et de préserver la faune et la flore dans le respect du bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques". A noter que ces dispositions ne concernent que les travaux d'entretien courants ayant pour objet le maintien du torrent dans son état antérieur à l'exclusion de tous aménagements entraînant des modifications de l'écoulement des eaux (approfondissement du lit, remblaiement, prise d'eau, ...) : ce type d'aménagement doit faire l'objet d'une autorisation administrative au titre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et de ses décrets d'application.		
7 - ETUDES ET PROTECTIONS Toute (ou une partie de) la zone est susceptible de devenir constructible après les travaux énoncés dans les études préalables au Contrat de Milieu. Les travaux devront être réalisés dans un délai de 5 ans, comme le stipule l'article 16 de la loi n°95-101 du 2/02/1995 et sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Lever les crêtes des berges du Pont de la RD 114 à l'amont de la Riveraine et reprendre les fondations de ce pont, - Exhausser les berges rive gauche jusqu'à un minimum de 30 cm au dessus de la ligne d'eau centennale 		

REGLEMENT (C)**1/2**

- TYPE DE ZONE :** **ZONE D'INONDATION ET DE DEBORDEMENTS**
- DEFINITION :** Les terrains sont dans une zone affectée par un risque d'inondation où la vitesse de l'eau est comprise entre 0,5 m/s et 1 m/s et/ou la hauteur est comprise entre 0,5 et 1 m. Ils sont susceptibles d'être recouverts par les eaux en crue d'une rivière ou d'un ruisseau. Le courant du cours d'eau peut entraîner le dépôt de matériaux de tailles très hétérogènes.

MESURES DE PREVENTION APPLICABLES	PRESCRIPTION (P) RECOMMANDATION (R)
<p>1 - CONTRAINTE A PRENDRE EN COMPTE</p> <p>Les terrains sont dans une zone où la vitesse de l'eau est comprise entre 0,5 m/s et 1 m/s et/ou la hauteur est comprise entre 0,5 et 1 m. Une étude d'impact réalisée par un bureau d'études spécialisé permettra d'intégrer au mieux les nouvelles constructions dans le contexte hydraulique local. Cette étude répondra notamment aux points énoncés ci-dessous.</p> <p>2 - COTE DE REFERENCE</p> <p>Les ouvertures amont et latérales des bâtiments seront surélevées d'une hauteur minimum de 1,5 mètre par rapport au Terrain Naturel. Le premier niveau devra se situer "hors eaux" c'est à dire à 1,0 m au dessus du Terrain Naturel.</p> <p>Aucun plancher utilisable (habitations, annexes) n'est admis sous la côte de référence.</p> <p>Les façades exposées des futurs bâtiments seront renforcés sur une hauteur de 1,5 m.</p> <p>Le plancher du Rez-de-Chaussée sera réalisé sur un vide sanitaire étanche.</p> <p>Les caves et sous-sol sont à proscrire.</p> <p>3 - MARGE DE REcul</p> <p>Les futurs bâtiments seront implantés à une distance minimum de 10 m de la berge exception faite des ouvrages destinés à améliorer le niveau de sécurité, sous réserve que ces derniers permettent le passage d'engin.</p> <p>La largeur de la marge de recul pourra être ramenée à 5 mètres si les digues sont édifiées selon les règles de l'art à la hauteur de la côte de référence ou si les digues sont incorporées aux soubassements du bâtiment.</p> <p>4 - NIVEAUX - ACCES - DIVERS</p> <p>Les constructions futures seront renforcées par chaînage.</p> <p>Il faudra donner à certaines baies situées au dessus du plan d'eau centennal des dimensions permettant l'évacuation des personnes</p> <p>Les citernes de fioul ou de gaz seront équipées d'un dispositif de lestage ou d'ancrage.</p>	<p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p>



REGLEMENT (C)		2/2
• TYPE DE ZONE :		ZONE D'INONDATION ET DE DEBORDEMENTS
MESURES DE PREVENTION APPLICABLES		PRESRIPTION (P) RECOMMANDATION (R)
5 - CAMPINGS - CARAVANING Toute forme de camping-caravaning est soumise à étude préalable. Un plan d'alerte et d'évacuation pour les campings autorisés sera réalisé et signalé au public en application de : <ul style="list-style-type: none"> - décret n°94-614 du 13/07/1994 concernant les prescriptions permettant d'assurer la sécurité des occupants des terrains de camping et de stationnement des caravanes soumis à un risque naturel ou technologique prévisible, - arrêté du 6/02/1995 concernant le modèle du cahier de prescriptions de sécurité destiné aux gestionnaires de terrains de camping et de stationnement de caravanes soumis à un risque naturel prévisible, - circulaire n°95-14 du 6/02/1995 concernant les mesures préventives de sécurité dans les campings soumis à un risque naturel ou technologique prévisible. 		P P
6 - ENTRETIEN DES COURS D'EAU Les lits des cours d'eau qui sont, dans la vallée de l'Herbasse, essentiellement des ravins, ruisseaux et rivières, appartiennent jusqu'à la ligne médiane aux propriétaires riverains en application de l'article 98 du Code Rural. L'article 114 du même Code Rural précise les devoirs des riverains-propriétaires en matière d'entretien des cours d'eau "le propriétaire riverain est tenu à un curage régulier pour rétablir le cours d'eau dans sa largeur et sa profondeur naturelles, à l'entretien de la rive par élagage et recépage de la végétation arborée et à l'enlèvement des embâcles et débris, flottants ou non, afin de maintenir l'écoulement naturel des eaux, d'assurer la bonne tenue des berges et de préserver la faune et la flore dans le respect du bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques". A noter que ces dispositions ne concernent que les travaux d'entretien courants ayant pour objet le maintien du torrent dans son état antérieur à l'exclusion de tous aménagements entraînant des modifications de l'écoulement des eaux (approfondissement du lit, remblaiement, prise d'eau, ...) : ce type d'aménagement doit faire l'objet d'une autorisation administrative au titre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et de ses décrets d'application.		

REGLEMENT (D)**1/2****• TYPE DE ZONE : ZONE D'INONDATION ET DE DEBORDEMENTS**

- DEFINITION :** Les terrains sont dans une zone affectée par un risque d'inondation où la vitesse de l'eau est comprise entre 0,5 m/s et 1 m/s et/ou la hauteur est comprise entre 0,5 et 1 m. Ils sont susceptibles d'être recouverts par les eaux en crue d'une rivière ou d'un ruisseau. Le courant du cours d'eau peut entraîner le dépôt de matériaux de taille très hétérogène.

MESURES DE PREVENTION APPLICABLES

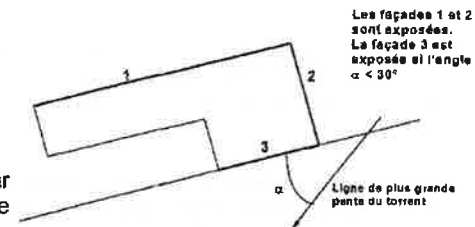
PRESCRIPTION (P)
RECOMMANDATION (R)

1 - CONTRAINTES A PRENDRE EN COMPTE

La construction de nouveaux bâtiments est interdite à l'exception :

- de l'aménagement et du confortement des bâtiments existants sans modification de volume,
- d'annexes aux bâtiments existants, non destinées à l'hébergement,
- des ouvrages publics (voiries, réseaux, ...) et ouvrages destinés à diminuer les risques.

Les constructions citées ci-dessus ne doivent être effectuées qu'après une étude géotechnique réalisée par un bureau d'études spécialisé, afin d'intégrer au mieux les nouveaux aménagements dans le contexte géologique et notamment d'éviter toute conséquence défavorable sur les bâtiments environnants.

**P****P****2 - COTE DE REFERENCE**

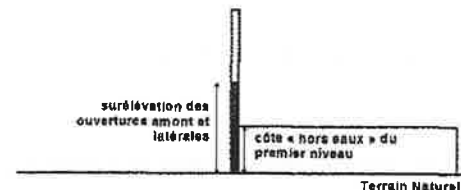
Les ouvertures amont et latérales des bâtiments seront surélevées d'une hauteur minimum de 1,5 mètre par rapport au Terrain Naturel. Le premier niveau devra se situer "hors eaux" c'est à dire à 1,0 m au dessus du Terrain Naturel. Les façades seront renforcées sur une hauteur de 1,5 m.

Aucun plancher utilisable (habitations, annexes) n'est admis sous la cote de référence.

Les façades exposées des futurs bâtiments seront renforcées sur une hauteur de 1,5 m.

Le plancher du Rez-de-Chaussée sera réalisé sur un vide sanitaire étanche.

Les caves et sous-sol sont à proscrire.

**P****P****P****P****3 - MARGE DE REcul**

Les futurs bâtiments seront implantés à une distance minimum de 10 m de la berge exception faite des ouvrages destinés à améliorer le niveau de sécurité, sous réserve que ces derniers permettent le passage d'engin.

La largeur de la marge de recul pourra être ramenée à 5 mètres si les digues sont édifiées selon les règles de l'art à la hauteur de la cote de référence ou si les digues sont incorporées aux soubassements du bâtiment.

P

REGLEMENT (D)		2/2
• TYPE DE ZONE : ZONE D'INONDATION ET DE DEBORDEMENTS		
MESURES DE PREVENTION APPLICABLES		PRESCRIPTION (P) RECOMMANDATION (R)
<p>4 - NIVEAUX - ACCES - DIVERS</p> <p>Les constructions futures seront renforcées par chaînage.</p> <p>Il faudra donner à certaines baies situées au dessus du plan d'eau centennal des dimensions permettant l'évacuation des personnes</p> <p>Les citernes de fioul ou de gaz seront équipées d'un dispositif de lestage ou d'ancrage.</p> <p>5 - CAMPINGS - CARAVANING</p> <p>Toute forme de camping-caravaning est soumise à étude préalable.</p> <p>Un plan d'alerte et d'évacuation pour les campings autorisés sera réalisé et signalé au public en application de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - décret n°94-614 du 13/07/1994 concernant les prescriptions permettant d'assurer la sécurité des occupants des terrains de camping et de stationnement des caravanes soumis à un risque naturel ou technologique prévisible, - arrêté du 6/02/1995 concernant le modèle du cahier de prescriptions de sécurité destiné aux gestionnaires de terrains de camping et de stationnement de caravanes soumis à un risque naturel prévisible, - circulaire n°95-14 du 6/02/1995 concernant les mesures préventives de sécurité dans les campings soumis à un risque naturel ou technologique prévisible. <p>6 - ENTRETIEN DES COURS D'EAU</p> <p>Les lits des cours d'eau qui sont, dans la vallée de l'Herbasse, essentiellement des ravins, ruisseaux et rivières, appartiennent jusqu'à la ligne médiane aux propriétaires riverains en application de l'article 98 du Code Rural.</p> <p>L'article 114 du même Code Rural précise les devoirs des riverains-propriétaires en matière d'entretien des cours d'eau "le propriétaire riverain est tenu à un curage régulier pour rétablir le cours d'eau dans sa largeur et sa profondeur naturelles, à l'entretien de la rive par élagage et recépage de la végétation arborée et à l'enlèvement des embâcles et débris, flottants ou non, afin de maintenir l'écoulement naturel des eaux, d'assurer la bonne tenue des berges et de préserver la faune et la flore dans le respect du bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques".</p> <p>A noter que ces dispositions ne concernent que les travaux d'entretien courants ayant pour objet le maintien du torrent dans son état antérieur à l'exclusion de tous aménagements entraînant des modifications de l'écoulement des eaux (approfondissement du lit, remblaiement, prise d'eau, ...) : ce type d'aménagement doit faire l'objet d'une autorisation administrative au titre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et de ses décrets d'application.</p> <p>7 - ETUDES ET PROTECTIONS</p> <p>Toute ou une partie de la zone est susceptible de devenir constructible après les travaux énoncés dans les études préalables au Contrat de Milieu. Deux options chiffrées ont été énoncées, et devront être réalisées dans un délai de 5 ans, comme le stipule l'article 16 de la loi n°95-101 du 2/02/1995 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Laminages des crues du Merdaret par stockage des volumes en amont de St Donat. - Augmentation de la capacité d'écoulement du Merdaret dans le centre de St Donat et entretien annuel, ou bi-annuel du chenal 		<p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p>

REGLEMENT (E)

1/2

• **TYPE DE ZONE :** **ZONE D'INONDATION ET DE DEBORDEMENT**

- **DEFINITION :** Les terrains sont dans une zone affectée par un risque d'inondation où la vitesse de l'eau est inférieure à 0,5 m/s et la hauteur est inférieure à 0,5 m. Ils sont susceptibles d'être recouverts par les eaux en crue d'une rivière ou d'un ruisseau. Le courant du cours d'eau peut entraîner le dépôt de boue sur les terrains et dans les maisons.

MESURES DE PREVENTION APPLICABLES	PRESCRIPTION (P) RECOMMANDATION (R)
<p>1 - CONTRAINTE A PRENDRE EN COMPTE</p> <p>Préalablement à tout aménagement, une étude permettra d'intégrer au mieux les nouvelles constructions dans le contexte géologique et hydraulique local. Elle répondra notamment aux points énoncés ci-dessous.</p> <p>2 - COTE DE REFERENCE POUR LES NOUVELLES CONSTRUCTIONS</p> <p>Les ouvertures amont et latérales des bâtiments seront surélevées d'une hauteur minimum de 1 mètre par rapport au terrain naturel. Le premier niveau devra se situer "hors eaux" c'est à dire à 0,5 m du Terrain Naturel. Aucun plancher habitable n'est admis sous la côte de référence.</p> <p>Les façades exposées des futurs bâtiments seront renforcées sur une hauteur de 1 m.</p> <p>Le plancher ou premier niveau sera réalisé sur un vide sanitaire étanche.</p> <p>Les caves et sous-sol sont à proscrire.</p> <p>3 - MARGE DE RECU</p> <p>Les futurs bâtiments seront implantés à une distance minimum de 5 m de la berge exception faite des ouvrages destinés à améliorer le niveau de sécurité, sous réserve que ces derniers permettent le passage d'engin.</p> <p>La largeur de la marge de recul pourra être ramenée à 3 mètres si les digues sont édifiées selon les règles de l'art à la hauteur de la côte de référence ou si les digues sont incorporées aux soubassements du bâtiment.</p> <p>4 - NIVEAUX - ACCES - DIVERS</p> <p>Les constructions futures seront renforcées par chaînage.</p> <p>Les citernes de fioul ou de gaz seront équipées d'un dispositif de lestage ou d'ancrage.</p> <p>5 - CAMPINGS - CARAVANING</p> <p>Toute forme de camping-caravaning est soumise à étude préalable.</p> <p>Un plan d'alerte et d'évacuation du camping sera signalé au public.</p>	<div data-bbox="1344 526 1814 973"> </div> <p>R</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>P</p> <p>R</p>

REGLEMENT (E) 2/2	
• TYPE DE ZONE : ZONE D'INONDATION ET DE DEBORDEMENT	
MESURES DE PREVENTION APPLICABLES	PRESCRIPTION (P) RECOMMANDATION (R)
<p>6 - ENTRETIEN DES COURS D'EAU</p> <p>Les lits des cours d'eau qui sont, dans la vallée de l'Herbasse, essentiellement des ravins, ruisseaux et rivières, appartiennent jusqu'à la ligne médiane aux propriétaires riverains en application de l'article 98 du Code Rural.</p> <p>L'article 114 du même Code Rural précise les devoirs des riverains-propriétaires en matière d'entretien des cours d'eau "<i>le propriétaire riverain est tenu à un curage régulier pour rétablir le cours d'eau dans sa largeur et sa profondeur naturelles, à l'entretien de la rive par élagage et recépage de la végétation arborée et à l'enlèvement des embâcles et débris, flottants ou non, afin de maintenir l'écoulement naturel des eaux, d'assurer la bonne tenue des berges et de préserver la faune et la flore dans le respect du bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques</i>".</p> <p>A noter que ces dispositions ne concernent que les travaux d'entretien courants ayant pour objet le maintien du torrent dans son état antérieur à l'exclusion de tous aménagements entraînant des modifications de l'écoulement des eaux (approfondissement du lit, remblaiement, prise d'eau, ...) : ce type d'aménagement doit faire l'objet d'une autorisation administrative au titre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et de ses décrets d'application.</p>	P

REGLEMENT (F)	
<ul style="list-style-type: none"> • TYPE DE ZONE : ZONE DE DEBORDEMENT DES RUISSEAUX • DEFINITION : Les nombreux thalwegs des communes sont drainés par des petits ruisseaux ou chenaux. Ceux-ci sont souvent à secs. Le bon écoulement des eaux de ruissellement lors de fortes précipitations est fonction de l'état d'entretien des chenaux. Leur débordement est généralement faible, entraînant une mince hauteur d'eau sur les terrains limitrophes (hauteur < 0,5 m). 	
MESURES DE PREVENTION APPLICABLES	PRESCRIPTION (P) RECOMMANDATION (R)
<p>1 - ENTRETIEN DES RUISSEAUX ET CHENAUX D'ECOULEMENT</p> <p>Les lits des cours d'eau qui sont, dans la vallée de l'Herbasse, essentiellement des ravins, ruisseaux et rivières, appartiennent jusqu'à la ligne médiane aux propriétaires riverains en application de l'article 98 du Code Rural.</p> <p>L'article 114 du même Code Rural précise les devoirs des riverains-propriétaires en matière d'entretien des cours d'eau "<i>le propriétaire riverain est tenu à un curage régulier pour rétablir le cours d'eau dans sa largeur et sa profondeur naturelles, à l'entretien de la rive par élagage et recépage de la végétation arborée et à l'enlèvement des embâcles et débris, flottants ou non, afin de maintenir l'écoulement naturel des eaux, d'assurer la bonne tenue des berges et de préserver la faune et la flore dans le respect du bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques</i>".</p> <p>A noter que ces dispositions ne concernent que les travaux d'entretien courants ayant pour objet le maintien du torrent dans son état antérieur à l'exclusion de tous aménagements entraînant des modifications de l'écoulement des eaux (approfondissement du lit, remblaiement, prise d'eau, ...) : ce type d'aménagement doit faire l'objet d'une autorisation administrative au titre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et de ses décrets d'application.</p>	P

REGLEMENT (G)	
<ul style="list-style-type: none"> TYPE DE ZONE : ZONE DE MOUVEMENT DE TERRAIN DEFINITION : Les terrains sont situés le long des fortes pentes dominant la vallée de l'Herbasse. Les terrains sont constitués par des sols gréseux à matrice sableuse. 	
MESURES DE PREVENTION APPLICABLES	PRESCRIPTION (P) RECOMMANDATION (R)
1 - CONTRAINTE A PRENDRE EN COMPTE Préalablement à tout aménagement, une étude géotechnique doit être réalisée par un bureau d'études spécialisé, afin d'intégrer au mieux les nouvelles contraintes géologiques et notamment d'éviter toute conséquence défavorable sur les terrains environnants.	P
2 - MARGE DE REcul Les futurs bâtiments seront implantés à une distance minimum de 10 m du bord des falaises (si il en existe sur le terrain) exception faite des ouvrages destinés à améliorer le niveau de sécurité, sous réserve que ces derniers permettent le passage d'engin.	R
3 - TERRASSEMENTS Assurer la végétalisation des talus après terrassement limitant l'érosion et le transport de sable sur les terrains en aval.	R

